

OUT



MÉMOIRE

Le repreneuriat : une avenue porteuse pour favoriser la résilience et la croissance du tissu économique des régions du Québec

Appel à mémoires du ministère de l'Économie et de l'Innovation pour le plan d'action en entrepreneuriat 2022-2025

PRÉSENTÉ PAR :

Le Centre de transfert d'entreprise du Québec (CTEQ)

LEO

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire exécutif	3
Introduction	4
Principaux défis et obstacles des entrepreneurs du Québec	4
Défis et obstacles prioritaires pour le gouvernement du Québec	5
Pistes de solution à soutenir ou mettre en œuvre pour soutenir le développement de l'entrepreneuriat au Québec	6
Contribution du CTEQ pour relever les défis et aplanir les obstacles définis	8
Meilleures pratiques à mettre en place par le gouvernement pour appuyer l'entrepreneuriat au Québec	9
Éléments, propositions ou solutions novatrices pour améliorer le soutien aux entrepreneurs	10
Conclusion	11

Le genre masculin est utilisé dans le présent mémoire comme genre neutre et son emploi a pour but d'alléger le texte et d'en faciliter la lecture.

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Notre mission : *assurer la pérennité des entreprises québécoises*

Notre vision : *être le chef de file du repreneuriat au Québec*

Nos valeurs : *neutralité, collaboration, leadership, professionnalisme et avant-gardisme*

Défis et obstacles prioritaires

- a. Besoins urgents et grandissants des entrepreneurs (valorisation d'entreprise, renouvellement stratégique, etc.) et de l'écosystème en transfert d'entreprise;
- b. Enjeu quant à la répartition et au nombre du bassin de repreneurs selon la géographie et le secteur d'activité;
- c. Formation insuffisante des entrepreneurs, de la relève entrepreneuriale et de l'écosystème en développement économique sur le repreneuriat;
- d. Soutien insuffisant de plusieurs groupes à haut potentiel entrepreneurial, soit les jeunes, les femmes, les peuples autochtones, les immigrants, ainsi que tout autre groupe minoritaire sous-représenté dans l'écosystème entrepreneurial québécois;
- e. Appui fiscal et financier supplémentaire requis pour le transfert d'entreprise.

Recommandations

1. **Bonifier** le Fonds de transfert d'entreprise du Québec (FTEQ) et modifier sa structure de fonctionnement afin **d'assouplir les critères d'admissibilité**;
2. Harmoniser les règles fiscales québécoises avec le gouvernement fédéral en matière de transfert d'entreprise sans alourdir indûment le traitement administratif des conditions d'admissibilité pour la déduction du gain en capital (loi C-208);
3. Mettre en place un programme **d'accès à la reprise d'une entreprise** inspiré de programme existant comme, par exemple, le régime d'accession à la propriété (RAP);
4. Faciliter et augmenter le **repreneuriat immigrant** par la mise en place d'un programme de « visa repreneuriat » harmonisé avec le gouvernement fédéral qui pourrait s'accompagner, par exemple, de garantie de prêt pour les projets acceptés;
5. Soutenir le **repreneuriat jeunesse** (18-40 ans) et favoriser la diversité entrepreneuriale;
6. Créer un programme de soutien à la **valorisation des entreprises** à transférer et au **renouvellement stratégique** post-transfert;
7. Mettre en place un programme de **cercle d'affaire et codéveloppement en repreneuriat** exclusif au cédant et repreneur d'entreprises;
8. **Augmenter** les connaissances sur les meilleures pratiques, le continuum de service et la présence de professionnels en transfert d'entreprise pour les entrepreneurs.

Le repreneuriat constitue un vecteur pour la relance de notre économie. Les entreprises qui seront transférées avec succès à de nouvelles générations d'entrepreneurs contribueront à la croissance, à la résilience et à la pérennité du tissu économique de toutes les régions du Québec.

INTRODUCTION

Le Centre de transfert d'entreprise du Québec (CTEQ) est heureux de soumettre ce mémoire et remercie le gouvernement du Québec pour cet exercice essentiel pour la mise en place de politiques publiques stimulant l'entrepreneuriat québécois d'aujourd'hui et de demain.

Les intentions de transferts d'entreprises ont fortement progressé pendant la pandémie de la COVID-19 selon les données de l'*Enquête canadienne sur la situation des entreprises* de Statistique Canada. On estimerait entre 13 000 et 15 000 propriétaires d'entreprises québécoises ayant l'intention de procéder à un transfert d'ici la fin de 2021, ce qui signifie que les intentions annuelles de transferts d'entreprises sont passées du simple au double entre 2017 et 2020¹. À cette hausse des intentions de transfert, s'ajoute également une hausse des intentions de transfert vers l'externe comparativement à 2017. De plus, selon Duhamel et al. (2021), ce niveau élevé d'intention pourrait représenter la fermeture prématurée d'environ 2 200 entreprises supplémentaires au Québec au cours des dix prochaines années. Ces fermetures représenteraient **une perte d'approximativement 20,1 milliards \$** du chiffre d'affaires annuel des entreprises au Québec après dix ans et une **perte directe d'emplois d'environ 84 000** après dix ans².

Au-delà des impacts économiques, c'est aussi une potentielle perte d'expertise et de savoir-faire entrepreneurial si on ne réussit pas à transférer le patrimoine du Québec inc. à de nouvelles générations d'entrepreneur. Ainsi, considérant les impacts économiques et sociétaux susmentionnés, il est de notre avis que le gouvernement doit appuyer le développement de programmes et de politiques publiques axés sur le repreneuriat qui vise la croissance économique et la prospérité. Prioriser le repreneuriat des entreprises québécoises est un plan d'action pour la relance économique à court et à long terme.

PRINCIPAUX DÉFIS ET OBSTACLES DES ENTREPRENEURS DU QUÉBEC

Constats et recommandations du CTEQ

- i. Difficulté à trouver une relève mobilisée et qualifiée pour prendre les rênes de l'entreprise et éviter une fermeture;
- ii. Planifier et préparer son transfert d'entreprise tout en maintenant son engagement dans les activités de la PME comporte des défis;
- iii. Nombreux sont les défis pour orchestrer un renouvellement stratégique à la suite du transfert de propriété de l'entreprise;
- iv. La rareté de main-d'œuvre peut affecter le potentiel de transfert d'une entreprise.

Avec une population d'entrepreneurs vieillissante (un entrepreneur sur cinq au Québec est âgé de plus de 60 ans³), les défis sont nombreux pour faciliter le transfert du patrimoine entrepreneurial du Québec inc. vers de nouvelles générations d'entrepreneurs.

¹ Duhamel, M, F. Brouard et L. Cadieux (2021), Impacts économiques du repreneuriat : estimation de la menace fantôme et du spectre de fermeture des intentions de transferts de PME au Québec et au Canada 2007-2017. c

² Idem.

³ Portrait de l'entrepreneuriat au Québec, ministère de l'Économie et l'Innovation du Québec

Selon Duhamel et al. (2021), les intentions de transferts augmentent la probabilité de fermeture des PME et réduisent leur taux de survie. Ainsi, l'un des défis majeurs auquel sont confrontés les propriétaires-dirigeants, particulièrement ceux en dehors des centres urbains, est **de trouver une relève mobilisée et qualifiée pour prendre les rênes de l'entreprise**. Même si le passage des intentions à l'action s'effectue chez le propriétaire-dirigeant, l'absence de repreneurs ou l'échec d'une négociation peut mettre un terme à n'importe quel plan de transfert d'entreprise et se terminer en liquidation d'actifs et d'inventaires.

Un autre défi exacerbé par la situation sanitaire pour les entrepreneurs est le **maintien de la capacité productive des PME pendant la préparation et le processus de transfert** lorsqu'ils envisagent de procéder à un transfert d'entreprise. En raison de plusieurs facteurs (âge, condition physique, secteur d'activité, taille de l'entreprise, contexte économique, etc.), **il peut être difficile pour un propriétaire-dirigeant de préparer son transfert d'entreprise tout en maintenant son engagement dans les activités de la PME** afin d'en assurer la pérennité et la croissance. Un désengagement des actions du propriétaire-dirigeant combiné à une mauvaise préparation au transfert de l'entreprise peut accentuer le risque de fermeture.

Par ailleurs, la reprise d'une entreprise peut souvent comporter, pour le repreneur, un potentiel économique à exploiter dans le cadre d'un **renouvellement stratégique**, et ce, dès lors que celui-ci prend les rênes de l'entreprise. **Cependant, les défis peuvent s'avérer nombreux pour orchestrer un tel renouvellement**. Il y a d'abord la cohabitation avec le cédant afin de coordonner et faciliter le **transfert des savoirs et des pouvoirs**. De plus, il est essentiel pour ces derniers de mettre en place un plan de relève tout en s'assurant que l'entreprise dispose d'une marge de manœuvre financière suffisante afin de développer le potentiel de croissance et d'innovation de l'entreprise (**transformation numérique**, développement de nouveaux produits et services, technologie 4.0, etc.). **La réussite de la période post-transfert demeure un enjeu crucial pour la pérennité des entreprises**.

Finalement, **le phénomène de la rareté de la main-d'œuvre**, qui affecte plusieurs secteurs d'activités, a un impact sur les opérations et le potentiel de croissance de nombreuses entreprises prêtes à être cédées. Il devient ainsi difficile pour les entrepreneurs de pouvoir valoriser leur entreprise et de trouver une relève intéressée.

DÉFIS ET OBSTACLES PRIORITAIRES POUR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Constats et recommandations du CTEQ

- i. Problème au niveau du nombre et de la répartition géographique par secteur d'activité des repreneurs au Québec;
- ii. Formation insuffisante des entrepreneurs et de l'écosystème du développement économique sur les étapes et enjeux du processus de transfert;
- iii. Enjeux de relève d'entreprise par les jeunes repreneurs;
- iv. Fiscalité et financement des entreprises en processus de transfert déficient.

Dans un premier temps, le gouvernement du Québec devrait s'attaquer prioritairement à l'enjeu des bassins de potentiels repreneurs afin **d'augmenter le nombre de repreneurs formés et outillés au Québec, mais aussi d'en améliorer la répartition sur l'ensemble du territoire québécois et selon la réalité des secteurs d'activité économique où les**

intentions de transfert sont les plus élevées. Autrement, le tissu entrepreneurial local et régional et l'occupation du territoire du Québec pourraient s'en retrouver affectés dans la prochaine décennie, et ce, particulièrement pour les régions éloignées des centres urbains.

Deuxièmement, **il est essentiel de mieux et plus former** les propriétaires dirigeants, la relève entrepreneuriale et les professionnels de l'écosystème du développement économique aux impératifs et avantages du repreneuriat et du processus de transfert d'une entreprise. **La préparation, la formation et un accompagnement adéquat jouent un rôle prépondérant** pour transformer l'intention en action de transférer une entreprise et maximise les chances de réussite de ce transfert.

En troisième lieu, le gouvernement du Québec devrait porter une attention particulière aux défis financiers rencontrés par les jeunes (18-40 ans) lors de l'acquisition d'une entreprise. Il nous apparaît important de soutenir les jeunes repreneurs du Québec dans le processus d'acquisition d'une entreprise et dans la mise en place d'action afin d'opérer un renouvellement stratégique pour la croissance de l'entreprise.

Finalement, la COVID-19 a eu des impacts délétères sur de nombreuses entreprises locales et sur la réalité personnelle et professionnelle de multiples entrepreneurs qui étaient en préparation ou en processus de transfert de leur entreprise. Afin d'éviter des fermetures prématurées d'entreprises, le gouvernement doit mettre en place **les leviers financiers et fiscaux** nécessaires pour faciliter la vie des propriétaires d'entreprise qui ont débuté ou qui désirent entreprendre le transfert de leur entreprise. Il en va de la pérennité et du maintien de la capacité productive des PME de propriétaires dans un tel processus.

PISTES DE SOLUTION À SOUTENIR OU METTRE EN ŒUVRE POUR SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT AU QUÉBEC

Constats et recommandations du CTEQ

- i. Accroître le nombre de conseillers en transfert d'entreprise dans les régions;
- ii. Soutenir la valorisation et le renouvellement stratégique d'entreprise en processus de transfert;
- iii. Augmenter le nombre et la diversité de formations sur les étapes et enjeux du processus de transfert d'entreprise;
- iv. Encourager la diversité entrepreneuriale;
- v. Bonifier le Fonds de transfert d'entreprise du Québec (FTEQ) et harmoniser la fiscalité touchant le transfert d'entreprise avec celle au niveau fédéral.

Un marché efficace et transparent de transferts d'entreprise est une condition favorable à la croissance de la productivité des PME et des régions et localités dans lesquelles elles évoluent. Ainsi, le gouvernement doit soutenir trois axes essentiels à la réussite d'un transfert d'entreprise à savoir **l'accompagnement, la formation et le passage de l'intention à l'action.**

De plus, les principes ci-dessous devraient, entre autres, guider le développement de programmes et de politiques publiques pour faire face à la marée d'intentions de transferts d'entreprise envisagée :

- Soutenir la pérennité et le maintien de la capacité productive des PME existantes, peu importe leur taille, leur industrie ou leur région, tout au long de la période qui précède le transfert de la propriété de l'entreprise.
- Favoriser le potentiel d'un renouvellement stratégique de l'entreprise qui peut s'effectuer dans le cadre d'une reprise d'entreprise.

L'accompagnement

En phase de transfert d'entreprise, l'accès immédiat à un intervenant spécialisé revêt toute son importance et cet accès doit être facile et intuitif. Le CTEQ est un guichet unique dans l'écosystème entRepreneurial pour faciliter le cheminement des cédants et repreneurs dans un processus de transfert d'entreprise, il est donc important de **renforcer son ancrage et sa présence dans chacune des régions administratives du Québec**.

Dans le contexte pandémique et de cette étape de relance économique, un élément clé qui nous apparaît évident est le soutien **à la valorisation d'entreprise** pour aider les entrepreneurs dans la phase de préparation au transfert afin de minimiser les risques de fermeture/faillite d'entreprise. Parallèlement, du côté des repreneurs d'entreprise, il est nécessaire, premièrement, d'optimiser et de bonifier la préparation et le continuum de services lors de l'étape du post-transfert afin de bien effectuer le transfert des savoirs et des pouvoirs. Il s'agit d'une étape cruciale pour la pérennité, la croissance et la bonne gouvernance des opérations d'une entreprise transférée. Qui plus est, il nous apparaît tout aussi important de soutenir la croissance des entreprises reprises par de nouvelles générations de repreneurs en leur permettant d'accéder à des programmes accélérateurs de performance lors de la phase de **renouvellement stratégique**.

Un accompagnement adéquat et ciblé en entrepreneuriat auprès des propriétaires de PME et des repreneurs peut non seulement favoriser la pérennité d'une entreprise, mais promouvoir le développement du potentiel de croissance et de productivité caché de cette dernière.

La formation

Considérant le nombre élevé d'entreprises à transférer dans les prochaines années, il faut **augmenter et faciliter l'accès à la formation sur l'ensemble des enjeux en transfert d'entreprise** (financiers, humains, légaux, fiscaux, etc.), afin de bien préparer les repreneurs et les chefs d'entreprise à transférer. De plus, il est de mise de continuer le transfert des savoirs et meilleures pratiques en transfert d'entreprise au sein de l'écosystème entRepreneurial du Québec. La formation des intervenants économiques sur le processus de transfert d'entreprise est une façon habile de multiplier les ressources spécialisées et de se donner les moyens d'augmenter le volume des occasions d'affaires pour garder les entreprises en activité dans leur collectivité.

Propulser l'intention de transfert vers le passage à l'action

En ces temps d'incertitude économique, beaucoup d'entrepreneurs se sont adaptés et plusieurs se sont repliés dans leur quotidien plutôt que de demander de l'accompagnement pour préparer et planifier leur transfert d'entreprise. Il est donc très important de rejoindre directement les entrepreneurs pour les informer et les guider sur les ressources et meilleures pratiques en transfert d'entreprise. Il faut également continuer les efforts de mise en valeur du entrepreneuriat auprès des groupes à fort potentiel entRepreneurial comme, par exemples : les jeunes, les femmes, les nouveaux arrivants, les peuples autochtones et tout autre groupe

minoritaire sous-représenté dans l'écosystème entrepreneurial. Le entrepreneuriat est méconnu ou mal connu auprès de ces groupes qui ont beaucoup à apporter à l'entrepreneuriat québécois et pour la création de richesse régionale.

Afin de maximiser les chances que les intentions de transfert ou reprise se matérialisent en transfert d'entreprise et pour soutenir le CTEQ et l'écosystème, le gouvernement doit appuyer les transferts d'entreprise par des mécanismes fiscaux et financiers. À titre d'exemple, le Fonds de transfert d'entreprise du Québec (FTEQ) devrait être bonifié et sa structure de fonctionnement devrait être modifiée afin d'assouplir les critères d'admissibilité pour que ce fonds s'arrime avec la réalité et les besoins des entrepreneurs des différentes régions et secteurs d'activité. En matière de fiscalité, à la suite de l'entérinement de la loi C-208 par le gouvernement du Canada et puisque les bénéfices économiques des transferts familiaux d'entreprises dépassent largement les pertes de recettes fiscales associées aux assouplissements fiscaux, le gouvernement du Québec doit **harmoniser ses règles fiscales avec le gouvernement fédéral** sans alourdir indûment le traitement administratif des conditions d'admissibilité pour la déduction du gain en capital.

Soutenir, encourager, transférer une entreprise existante confère plus de garanties sur le maintien d'emploi et le dynamisme économique que le soutien au démarrage d'entreprise tous azimuts. L'un ne doit pas être opposé à l'autre, mais il faut prendre acte de la contribution au PIB des entreprises établies par rapport à celles qui démarrent.

CONTRIBUTION DU CTEQ POUR RELEVER LES DÉFIS ET APLANIR LES OBSTACLES DÉFINIS

Par sa réputation, sa neutralité, son mandat provincial, et sa présence dans toutes les régions administratives du Québec, le CTEQ est un guichet unique du transfert d'entreprise pour les entrepreneurs et repreneurs et les guides de façon neutre vers les experts et organismes appropriés avec qui il travaille en étroite collaboration. De plus, le rôle du CTEQ est en parfaite complémentarité avec celui d'Investissement Québec et d'autres organismes provinciaux impliqués dans le secteur de l'entrepreneuriat comme, par exemple, Femmessor. Cela est bénéfique pour de nombreux projets de transfert d'entreprise. Il est aussi à noter que le CTEQ dispose d'une base de données des différentes occasions d'affaires ainsi qu'une banque de repreneurs de plusieurs milliers d'acheteurs par le biais de sa plateforme de maillage l'INDEX.

Grâce à sa plateforme de maillage en ligne l'INDEX, qui est en voie d'être bonifiée, et son réseau de conseillers à travers les régions du Québec, l'équipe du CTEQ est en mesure d'orienter avec transparence et neutralité les repreneurs vers des occasions d'affaires pour favoriser les maillages régionaux et interrégionaux avec propriétaires-dirigeants. De la préparation à la transaction, les conseillers du CTEQ peuvent guider les entrepreneurs au travers des différentes étapes avec l'aide de prédiagnostic, outils et plan d'action.

Par son expertise en formation et son réseau d'experts chevronnés, le CTEQ est prêt à augmenter sa portée et son rôle comme pôle de transfert des savoirs et meilleures pratiques en entrepreneuriat aux entrepreneurs du Québec. Le lancement de formations en ligne sur les différents enjeux du processus de transfert est prévu pour l'automne, et ce, afin de mieux les outiller face à chacune des étapes dudit processus. De plus, le CTEQ, en partenariat avec l'Institut du Leadership, a développé une formation en transfert d'entreprise pour les experts et professionnels œuvrant dans le milieu de l'entrepreneuriat et de l'accompagnement d'entreprise. Avec un soutien supplémentaire, le CTEQ et l'Institut peuvent augmenter le

nombre de professionnels formés sur le processus repreneurial et ainsi décupler l'aide apportée aux entrepreneurs qui désirent transférer ou reprendre une entreprise.

MEILLEURES PRATIQUES À METTRE EN PLACE PAR LE GOUVERNEMENT POUR APPUYER L'ENTREPRENEURIAT AU QUÉBEC

Les pouvoirs publics doivent continuer de jouer leur rôle de catalyseur auprès des organismes de développement économique qui sont en contact direct avec les entrepreneurs du Québec. Il doit soutenir les organismes sur le terrain qui œuvrent à démystifier l'entrepreneuriat, à partager les meilleures pratiques et à proposer des solutions pragmatiques aux enjeux des entrepreneurs québécois. Il est également important que le gouvernement favorise la synergie et l'enlignement des objectifs entre les organismes qu'il soutient pour favoriser la compréhension et le parcours des entrepreneurs dans le continuum des services offerts en accompagnement et en financement.

Formation

L'éducation est un pilier essentiel pour implanter une culture entrepreneuriale durable chez les nouvelles générations d'entrepreneurs. Il nous apparaît évident que toute formation sur l'entrepreneuriat soutenue par des fonds publics devrait intégrer une tangente sur le repreneuriat. À titre d'exemple, des projets pilotes sont en cours entre le CTEQ et certains centres régionaux de formation professionnelle pour former des étudiants intéressés à se lancer en affaire par la relève d'entreprise. Ce genre d'initiative peut se révéler un levier afin d'augmenter le nombre de repreneurs dans des secteurs d'activité et des régions où l'offre d'entreprise à céder est plus grande que le nombre de repreneurs intéressés.

Développement régional

La majorité des régions administratives sont desservies par un seul conseiller spécialisé en transfert d'entreprise du CTEQ. Ainsi, le réflexe de consulter un conseiller en transfert d'entreprise afin de pouvoir appuyer sa réflexion et sa préparation au transfert d'entreprise n'est pas toujours instinctif chez les entrepreneurs. Une augmentation du nombre de conseillers en transfert d'entreprise du CTEQ par région et/ou spécialisés par industrie faciliterait la sensibilisation sur le terrain quant aux enjeux du transfert d'entreprise, la coordination des partenaires locaux et régionaux, le suivi des différentes étapes des projets, et maximiserait les chances du passage de l'intention de transfert vers une démarche structurée et orientée sur l'action. De cette façon, chacune des régions administratives du Québec serait mieux desservie tout en maintenant l'uniformité et la qualité nationale de services entre les régions aux entrepreneurs.

Mise en valeur des services publics et parapublics aux entrepreneurs

Pour s'assurer que les propriétaires-dirigeants soient informés des différents services disponibles en entrepreneuriat dans l'écosystème, il serait judicieux d'utiliser le Registraire des entreprises du Québec comme outil de communication directe. Par exemple, dans certaines communications du Registraire, une note sur l'importance de la planification du transfert d'entreprise et les coordonnées du CTEQ pourraient être incluses.

ÉLÉMENTS, PROPOSITIONS ET SOLUTIONS NOVATRICES POUR AMÉLIORER LE SOUTIEN AUX ENTREPRENEURS

Constats et recommandations du CTEQ

- i. Développer un régime d'accès à l'achat d'une première entreprise;
- ii. Favoriser le repreneuriat immigrant avec un visa repreneuriat et un programme de garantie de prêt pour les repreneurs immigrants;
- iii. Mettre en plus un programme de soutien au repreneuriat jeunesse;
- iv. Créer un programme de soutien à la valorisation d'entreprise;
- v. Encourager les cercles d'affaires de co-développement en repreneuriat;
- vi. Promouvoir la diversité entrepreneuriale.

Relever le défi du repreneuriat au Québec nécessite de s'adapter à la courbe démographique vieillissante de nos propriétaires-dirigeants d'entreprises. C'est pourquoi le gouvernement doit encourager le développement de politiques publiques entourant le transfert d'entreprise pour assurer le maintien et le développement de l'écosystème entrepreneurial québécois.

À l'instar du régime d'accession à la propriété (RAP), la mise en place d'un programme d'accès à l'achat d'une première entreprise permettrait au repreneur (ou à des repreneurs) de retirer une somme de son REER pour financer la mise de fonds pour l'acquisition totale d'une première entreprise québécoise (100 % des actions). Les conditions de ce régime pourraient être similaires à celles du RAP.

Une nouvelle piste de solution pour pallier le manque de repreneurs (dans certaines régions et certains secteurs d'activité) est l'introduction d'un programme de « visa repreneuriat » pour les repreneurs immigrants. Cette solution, d'une part, pourrait offrir une option supplémentaire aux propriétaires-dirigeants québécois qui n'ont pas de relève afin de pouvoir transférer leur entreprise à un repreneur intéressé. D'autre part, ce programme permettrait de stimuler l'engouement de la reprise d'entreprises québécoises par le processus d'immigration auprès de toute personne qualifiée (entrepreneur, travailleur autonome, investisseur) et désireuse de s'installer dans l'une des 17 régions administratives du Québec avec l'objectif de reprendre les rênes d'une PME. De plus, l'enjeu majeur pour les repreneurs immigrants, outre la lourdeur administrative inhérente au processus d'immigration, est l'accès à du financement en raison de leur statut. Ainsi, le gouvernement devrait mettre en place un programme de garantie de prêt pour les immigrants qualifiés par visa repreneuriat afin de faciliter l'accès à du financement pour l'acquisition d'une PME.

Les nouvelles générations de repreneurs sont un atout permettant aux collectivités urbaines et rurales d'assurer une vitalité socioéconomique. C'est pourquoi le gouvernement du Québec devrait soutenir la jeunesse entrepreneuriale par le biais d'un programme qui aurait pour objectif d'appuyer les repreneurs de moins de 40 ans. Ce programme pourrait couvrir trois volets névralgiques à savoir l'intégration, l'accompagnement et le financement.

- **Intégration :** ce volet subventionnerait pour un an le salaire du repreneur en entreprise qui a été identifié par un propriétaire-dirigeant souhaitant assurer la pérennité de son entreprise.
- **Accompagnement :** ce volet permettrait que les jeunes repreneurs puissent tirer profit de l'accompagnement technique de professionnels et experts en transfert d'entreprise.

- **Financement** : ce volet du programme viendrait bonifier le financement offert par le FTEQ en offrant un prêt supplémentaire par projet d'une valeur maximale de 50 000 \$.

Les impacts économiques de la pandémie de la COVID-19 sont nombreux et ont affecté plusieurs propriétaires-dirigeants qui avaient entamé la préparation et les démarches quant au transfert de leur entreprise. Les démarches entourant l'exercice de valorisation d'entreprise nécessitent un investissement plus ou moins important selon le type d'entreprise et son secteur d'activités. Proposer un programme de valorisation d'entreprise est une façon de lutter contre le désinvestissement dans les entreprises. Principalement, le programme de valorisation correspondrait à une enveloppe permettant de payer une partie des honoraires d'experts en valorisation d'entreprises.

Transmettre et reprendre une entreprise nécessite du soutien d'experts, mais **l'accès à des cercles d'affaires de co-développement en repreneuriat dans toutes les régions du Québec** pour se préparer à planifier sa retraite et comprendre les différentes options qui s'offrent à un chef d'entreprise dans cette situation, pourrait être un complément à l'accompagnement des professionnels. En ce sens, la création de cercles d'affaires pour propriétaires-dirigeants (cédant ou repreneur) pourrait intégrer :

- Une forme de coaching/mentorat où le partage de vécus et de connaissances favoriserait l'évolution et la réflexion des individus dans le groupe;
- Une approche collaborative entre gens d'affaires pour les sensibiliser aux enjeux et défis du transfert dans leur écosystème entRepreneurial.

Finalement, afin d'augmenter le nombre de potentiels repreneurs partout au Québec, il serait important de réaliser des campagnes de promotion ciblées, orchestrées par le CTEQ et des partenaires du milieu du développement économique, pour sensibiliser les immigrants, les membres de la diversité ethnoculturelle, les femmes et les membres des peuples autochtones aux occasions du repreneuriat au Québec. De plus, des conseillers en transfert d'entreprise spécialisés en repreneuriat féminin et immigrant devraient être intégrés au sein de l'équipe du CTEQ pour faciliter le passage à l'action de ces potentiels repreneurs et s'assurer de coordonner la démarche avec les différentes parties prenantes.

CONCLUSION

En conclusion, outre le fait de réussir la transaction de la vente de leur entreprise, souvent les entrepreneurs souhaitent la pérennité de leur entreprise, maintenir les emplois dans la région et garder le savoir-faire dans leur communauté. Ils doivent donc être soutenus dans cet exercice par des ressources spécialisées et des programmes stimulants. Si le Québec désire éviter un grand nombre de fermetures prématurées d'entreprises et augmenter les chances de succès de transfert, il faut disposer de ressources supplémentaires dans chaque région et permettre la formation des entrepreneurs, professionnels et experts du milieu.

Avec le présent mémoire, le CTEQ propose au gouvernement du Québec un véritable plan d'action repreneurial, car le repreneuriat constitue un vecteur pour la relance de l'économie du Québec. Les entreprises qui seront transférées avec succès à de nouvelles générations d'entrepreneurs contribueront à la croissance, à la résilience et à la pérennité du tissu économique des régions du Québec.